

Unasylva encourage la correspondance avec ses lecteurs, notamment sur les questions de fond. *Unasylva* se réserve le droit de publier les lettres adressées à l'éditeur et de les remettre en forme quant à leur longueur.

31 mai 2005

J'ai gémi tout haut en lisant le titre de couverture d'*Unasylva* 218 «Catalyser l'action régionale». Votre titre montre bien ce qu'il y a eu d'erroné dans toute l'approche des pays du tiers monde adoptée par la FAO, du moins en ce qui concerne cette partie-ci de l'Afrique, au cours des 30 dernières années environ.

Il est compréhensible que, pour économiser, la FAO doive avoir des bureaux régionaux pour ses propres besoins administratifs. Les problèmes surviennent lorsque le personnel de la FAO applique une approche régionale à ses activités de terrain.

Je ne puis insister assez fortement sur le fait que chaque pays du tiers monde en Afrique diffère de ses voisins et que, si quelqu'un a travaillé dans un pays, il n'est pas du tout garanti de pouvoir le faire avec succès dans un pays contigu. Les tentatives de « régionalisation » figurent parmi les raisons des insuccès de la FAO (et de la plupart des autres bailleurs de fonds) en matière forestière. Je suis certain des avantages inhérents à l'utilisation d'ONG locales pour les programmes élaborés localement.

Dans une région aux caractéristiques forestières similaires, les forestiers peuvent – et devraient – convenir d'adopter des approches forestières communes, des normes communes, des activités transfrontières, etc. Il s'agit là de questions techniques. Mais essayer de coordonner les activités de terrain régionales autrement que d'une manière très générale n'a jamais eu de sens. Un pays peut, en effet, avoir ratifié un accord forestier régional particulier, mais l'affectation d'un montant suffisant de ses maigres ressources à la mise en œuvre de cet accord dépend de ses priorités du moment.

David May

Maseru, Lesotho

Douglas Kneeland, Président du Comité consultatif de rédaction d'*Unasylva*, répond:

La FAO convient que la plupart des questions forestières doivent être traitées par les pays et non par les régions. L'article de R.M. Martin dans *Unasylva* 218 souligne que l'accent porte sur l'action nationale et que les approches régionales complètent l'action nationale. La pierre angulaire du programme de terrain de la FAO pour le secteur forestier est le soutien aux programmes forestiers nationaux. Je suis, de fait, surpris que M. May ait eu l'impression que le programme de terrain de la FAO est de nature essentiellement régionale. Pour chaque projet forestier régional de la FAO en Afrique, il y a plus de 10 projets nationaux.

Nous convenons que les ONG locales ont beaucoup à offrir. Le mécanisme novateur pour les programmes forestiers nationaux, accueilli par la FAO, souligne le soutien aux ONG locales et promeut des

solutions de la base au sommet pour les problèmes nationaux. Tout en convenant que les pays sont responsables de la prise de mesures efficaces pour gérer leurs forêts, nous voudrions aussi suggérer que les commissions des forêts régionales offrent une importante instance aux pays pour l'échange d'informations et l'apprentissage réciproque. C'est aux pays d'approfondir les domaines où la collaboration a un sens. En dernière analyse, l'avantage principal des approches régionales est de renforcer les approches nationales.